

Au lieu de réduire les budgets dans la sécurité sociale, les hôpitaux, l'éducation, la culture, les infrastructures publiques, le logement ...

Que nos élus politiques aillent d'abord chercher l'argent où il se trouve :

DANS LES PARADIS FISCAUX!!

Les bénéfices annuels des activités des banques BNP Paribas, Société Générale, Banque Populaire Caisse d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel réalisées dans les paradis fiscaux se sont élevées à près de 5000 Millions €

(selon la liste du Tax Justice Network)

Alors que les municipalités, les régions et les nations subissent de plein fouet la crise économique, l'argent afflue dans les paradis fiscaux

Nous avons voté pour que nos élus défendent nos intérêts et protègent nos biens communs et nos services publics.

Nous n'avons pas voté pour que nos élus défendent les intérêts des multinationales et les banques au détriment des citoyens

Au lieu de réduire les budgets dans la sécurité sociale, les hôpitaux, l'éducation, la culture, les infrastructures publiques, le logement ...

Que nos élus politiques aillent d'abord chercher l'argent où il se trouve :

DANS LES PARADIS FISCAUX!!

Les bénéfices annuels des activités des banques BNP Paribas, Société Générale, Banque Populaire Caisse d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel réalisées dans les paradis fiscaux se sont élevées à près de 5000 Millions €

(selon la liste du Tax Justice Network)

Alors que les municipalités, les régions et les nations subissent de plein fouet la crise économique, l'argent afflue dans les paradis fiscaux

Nous avons voté pour que nos élus défendent nos intérêts et protègent nos biens communs et nos services publics.

Nous n'avons pas voté pour que nos élus défendent les intérêts des multinationales et les banques au détriment des citoyens

Les politiques de redistribution financées par l'impôt sont menacées par les tricheurs qui utilisent les failles de la loi pour se soustraire à leurs obligations. Les sociétés multinationales ont ainsi développé des pratiques qui leur permettent de manipuler leurs comptes afin de transférer une partie de leurs bénéfices vers les paradis fiscaux.

Alors que les municipalités, les régions et les nations subissent de plein fouet la crise économique, l'argent afflue dans les paradis fiscaux. Un total d'environ 21 à 32 000 milliards de dollars est dissimulé dans les paradis fiscaux. En raison de l'évasion et de la fraude fiscale, l'UE perdrait chaque année près de 1 000 milliards d'Euros, ce qui représente plus de la totalité des dépenses de soins de santé de tous les Etats-Membres.

Si les fortunes cachées dans les paradis fiscaux étaient imposées équitablement, nous trouverions les ressources nécessaires pour investir dans la sécurité sociale, la solidarité internationale et vers une transition durable pour sauver notre climat. Les politiques sociales de qualité et les infrastructures collectives financées par l'impôt profitent à tous. Par conséquent, chacun doit y contribuer en payant sa juste part. Y compris les plus grandes entreprises et les banques.

Exigeons de nos élus politiques:

- **La coopération et la transparence plutôt que l'opacité, la manipulation des comptes des entreprises et la concurrence fiscale entre pays**
- **Un registre public des propriétaires réels des entreprises, incluant toutes les structures juridiques opaques telles que les trusts, les fondations privées et autres sociétés-écran.**
- **Un accord mondial sur l'échange automatique d'informations entre les autorités fiscales**
- **Une règle de transparence pays par pays pour les multinationales de tous les secteurs incluant leurs résultats financiers dans chacun des pays où elles opèrent qui permettrait de révéler d'éventuelles stratégies d'évasion fiscale**

Nous demandons aux responsables politiques nationaux et internationaux de faire pression pour que les nouvelles règles internationales permettent de garantir le flux vital de nos sociétés, à savoir un système fiscal équitable.

Collectif de Défense des Services Publics de Cornouaille
convergence29@gmail.com

Les politiques de redistribution financées par l'impôt sont menacées par les tricheurs qui utilisent les failles de la loi pour se soustraire à leurs obligations. Les sociétés multinationales ont ainsi développé des pratiques qui leur permettent de manipuler leurs comptes afin de transférer une partie de leurs bénéfices vers les paradis fiscaux.

Alors que les municipalités, les régions et les nations subissent de plein fouet la crise économique, l'argent afflue dans les paradis fiscaux. Un total d'environ 21 à 32 000 milliards de dollars est dissimulé dans les paradis fiscaux. En raison de l'évasion et de la fraude fiscale, l'UE perdrait chaque année près de 1 000 milliards d'Euros, ce qui représente plus de la totalité des dépenses de soins de santé de tous les Etats-Membres.

Si les fortunes cachées dans les paradis fiscaux étaient imposées équitablement, nous trouverions les ressources nécessaires pour investir dans la sécurité sociale, la solidarité internationale et vers une transition durable pour sauver notre climat. Les politiques sociales de qualité et les infrastructures collectives financées par l'impôt profitent à tous. Par conséquent, chacun doit y contribuer en payant sa juste part. Y compris les plus grandes entreprises et les banques.

Exigeons de nos élus politiques:

- **La coopération et la transparence plutôt que l'opacité, la manipulation des comptes des entreprises et la concurrence fiscale entre pays**
- **Un registre public des propriétaires réels des entreprises, incluant toutes les structures juridiques opaques telles que les trusts, les fondations privées et autres sociétés-écran.**
- **Un accord mondial sur l'échange automatique d'informations entre les autorités fiscales**
- **Une règle de transparence pays par pays pour les multinationales de tous les secteurs incluant leurs résultats financiers dans chacun des pays où elles opèrent qui permettrait de révéler d'éventuelles stratégies d'évasion fiscale**

Nous demandons aux responsables politiques nationaux et internationaux de faire pression pour que les nouvelles règles internationales permettent de garantir le flux vital de nos sociétés, à savoir un système fiscal équitable.

Collectif de Défense des Services Publics de Cornouaille
convergence29@gmail.com



BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change



Les banques françaises déclarent 1/3 de leurs bénéfices internationaux dans les paradis fiscaux.

Leurs bénéfices échappent à l'impôt qui devrait permettre de financer nos biens communs (Hopitaux, Ecoles, Justice, Police ...) en difficulté faute de moyens



En faisant fructifier les actifs de leurs clients sur les marchés financiers dans les paradis fiscaux, les banques accumulent les bénéfices sans les partager avec l'Etat Français pour financer nos Biens communs.

SOCIETE GENERALE

CRÉDIT AGRICOLE



Les activités des 5 banques françaises Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel dans les paradis fiscaux rapportent 60% de plus que dans le reste du monde.

Leurs bénéfices échappent à l'impôt qui devrait permettre de financer nos biens communs (Hôpitaux, Ecoles, Justice, Police ...) en difficulté faute de moyens



Rien ne semble avoir changé depuis la crise financière de 2008 au contraire ! Les activités les plus spéculatives des banques sont toujours en hausse dans les paradis fiscaux.

Paierons nous encore au prochain Crack boursier ???



BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change



Les banques françaises déclarent 1/3 de leurs bénéfices internationaux dans les paradis fiscaux.

Leurs bénéfices échappent à l'impôt qui devrait permettre de financer nos biens communs (Hopitaux, Ecoles, Justice, Police ...) en difficulté faute de moyens



En faisant fructifier les actifs de leurs clients sur les marchés financiers dans les paradis fiscaux, les banques accumulent les bénéfices sans les partager avec l'Etat Français pour financer nos Biens communs.

SOCIETE GENERALE

CRÉDIT AGRICOLE



Les activités des 5 banques françaises Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel dans les paradis fiscaux rapportent 60% de plus que dans le reste du monde.

Leurs bénéfices échappent à l'impôt qui devrait permettre de financer nos biens communs (Hôpitaux, Ecoles, Justice, Police ...) en difficulté faute de moyens



Rien ne semble avoir changé depuis la crise financière de 2008 au contraire ! Les activités les plus spéculatives des banques ont toujours en hausse dans les paradis fiscaux.

Paierons nous encore au prochain Crack boursier ???

QUE FONT LES BANQUES DANS LES PARADIS FISCAUX?

Transfert artificiel de leurs bénéfices pour réduire leurs impôts ?

Les banques peuvent tout d'abord transférer artificiellement leurs bénéfices d'une filiale vers une autre située dans un paradis fiscal pour réduire leurs propres impôts. Cette technique, mise en évidence par de récents scandales (Ikea, Mac Donald's, Starbucks, APPLE, Microsoft, Google, Amazon, Facebook, Netflix, etc.), est largement utilisée par les entreprises multinationales : elle leur permet de réduire leur assiette imposable dans les pays où a lieu l'essentiel de leur activité. Résultat : les entreprises déclarent des bénéfices étonnamment bas dans un pays où elles ont une activité importante

Permettre l'évasion fiscale de leurs clients ?

Les banques peuvent également servir d'intermédiaires et faciliter l'évasion fiscale de leurs clients, particuliers ou entreprises, grâce aux services qu'elles offrent dans les paradis fiscaux, comme l'ont notamment montré les scandales UBS12 et HSBC13. Leur forte implantation dans les paradis fiscaux est susceptible de masquer une utilisation bien plus large de ces territoires offshore par les grandes entreprises et les riches particuliers.

Contournent-elles leurs obligations réglementaires ?

L'opacité qui règne dans les paradis fiscaux permet aux banques de contourner leurs obligations réglementaires et d'y mener des activités hautement lucratives ou des activités spéculatives et risquées sans lien avec l'économie réelle.

La crise de 2008 a révélé le rôle central que jouaient les Paradis Fiscaux et Juridiques qui abritent les activités les plus risquées.

Les populations ont payé CASH le coût des conséquences

QUE FONT LES BANQUES DANS LES PARADIS FISCAUX?

Transfert artificiel de leurs bénéfices pour réduire leurs impôts ?

Les banques peuvent tout d'abord transférer artificiellement leurs bénéfices d'une filiale vers une autre située dans un paradis fiscal pour réduire leurs propres impôts. Cette technique, mise en évidence par de récents scandales (Ikea, Mac Donald's, Starbucks, APPLE, Microsoft, Google, Amazon, Facebook, Netflix, etc.), est largement utilisée par les entreprises multinationales : elle leur permet de réduire leur assiette imposable dans les pays où a lieu l'essentiel de leur activité. Résultat : les entreprises déclarent des bénéfices étonnamment bas dans un pays où elles ont une activité importante

Permettre l'évasion fiscale de leurs clients ?

Les banques peuvent également servir d'intermédiaires et faciliter l'évasion fiscale de leurs clients, particuliers ou entreprises, grâce aux services qu'elles offrent dans les paradis fiscaux, comme l'ont notamment montré les scandales UBS12 et HSBC13. Leur forte implantation dans les paradis fiscaux est susceptible de masquer une utilisation bien plus large de ces territoires offshore par les grandes entreprises et les riches particuliers.

Contournent-elles leurs obligations réglementaires ?

L'opacité qui règne dans les paradis fiscaux permet aux banques de contourner leurs obligations réglementaires et d'y mener des activités hautement lucratives ou des activités spéculatives et risquées sans lien avec l'économie réelle.

La crise de 2008 a révélé le rôle central que jouaient les Paradis Fiscaux et Juridiques qui abritent les activités les plus risquées.

Les populations ont payé CASH le coût des conséquences....